

# Après la chute, la recomposition du commerce international

## Synthèse de la conférence BdF/PSE/CEPII des 25 et 26 mai 2011

---

**Pauline BOURGEON, Jean-Charles BRICONGNE et Guillaume GAULIER**

*Direction des Études microéconomiques et structurelles*

*Service d'Étude sur la Compétitivité et les Échanges extérieurs*

*Après la chute du commerce mondial observée fin 2008-début 2009, qui a été à la fois massive, soudaine et généralisée, un rebond est intervenu. La question de la pérennité de ce rebond a été débattue lors d'une conférence co-organisée par la Banque de France (BdF), l'École d'économie de Paris (PSE G-MonD) et le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).*

*Si les efforts de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour apaiser les tensions entre pays ont permis de limiter les mesures protectionnistes et de faire respecter les règles multilatérales, l'économie mondiale a fait toutefois preuve d'une grande fragilité car il est devenu plus difficile pour un pays de compter sur ses partenaires, également touchés par la crise globale, pour stabiliser la production.*

*En outre, le déséquilibre persistant des échanges entre pays excédentaires, comme la Chine ou l'Allemagne, et pays déficitaires, comme les États-Unis, semble se creuser à nouveau après avoir marqué le pas quelques mois, les écarts de compétitivité industrielle se combinant à des désajustements macroéconomiques (déséquilibre épargne-investissement).*

*La trop forte dépendance des pays africains aux exportations de matières premières qui constituent souvent leur principale source de devises a été soulignée. La relative faiblesse des systèmes financiers des pays africains a par ailleurs été un facteur aggravant pour les exportateurs.*

*Tous ces facteurs pèsent sur une forte reprise des échanges : le commerce mondial, qui croissait deux fois plus vite que le PIB avant la crise, ne retrouvera pas nécessairement son dynamisme antérieur.*

**Mots clés :** crise financière, commerce international, déséquilibres mondiaux, marges intensives et extensives, protectionnisme, pays émergents

**Codes JEL :** F02, F10, G01

Après la chute du commerce mondial observée fin 2008-début 2009, qui a été à la fois massive, brutale et simultanée dans la plupart des pays, le rebond qui est intervenu ensuite pose question à plusieurs titres.

- Ce rebond est-il pérenne ?
- La croissance du commerce va-t-elle retrouver sa tendance d'avant la crise ?
- Dans quelle mesure les positions commerciales entre pays vont-elles être redistribuées ?

Le colloque s'est articulé autour de trois sessions, présidées respectivement par Christian Pfister (Banque de France), Gunther Capelle-Blancard (CEPII) et Thierry Verdier (PSE).

- La crise du commerce est-elle terminée ?
- Les pays développés vont-ils retrouver le chemin de la croissance ?
- La recomposition du commerce en faveur des pays émergents.

Neuf études ont été présentées, donnant lieu à trois discussions animées respectivement par Matthieu Bussière (Banque de France), Thierry Mayer (Sciences Po Paris et CEPII) et Frank van Tongeren (OCDE).

Deux lectures ont été présentées, la première par François Bourguignon (PSE) : *L'Afrique peut-elle bénéficier du rebond du commerce ?*, la seconde par Kevin O'Rourke (Trinity College) : *La chute du commerce international de 2008-2009 dans une perspective historique*.

Une table ronde présidée par Marc Roscam Abbing (Centraal Planbureau – Pays-Bas – CPB) a clos le colloque. Celle-ci a regroupé Marc Bacchetta (OMC), Fabien Besson (direction générale du Trésor), Lucian Cernat (Commission européenne), Willem van der Geest (anciennement à l'*International Trade Center* – ITC, Genève), Stéphanie Guichard (OCDE) et Pierre Jacquet (Agence française de développement – AFD).

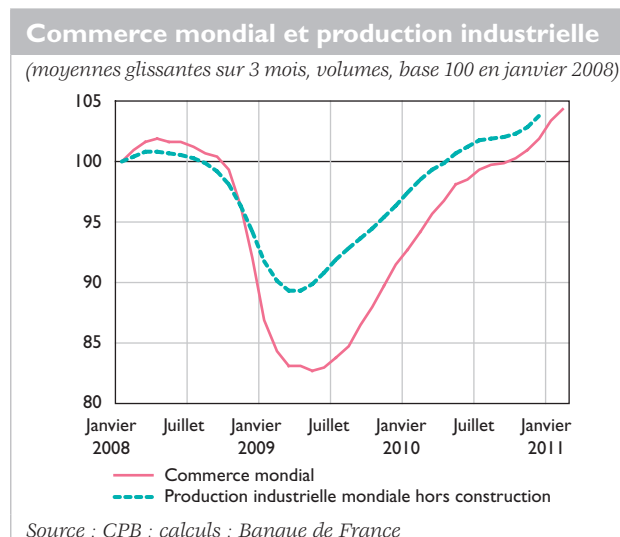
De cette journée et demie de conférence, on peut retenir tout d'abord que le rebond du commerce, s'il

est réel, ne s'est pas effectué au même rythme dans tous les pays, et n'augure pas nécessairement d'un retour aux tendances antérieures. Si le respect des règles multilatérales, notamment dans le cadre de l'OMC, a permis de limiter le recours à des mesures protectionnistes qui auraient aggravé la crise, les gains directs à attendre d'une éventuelle conclusion des accords de Doha ne doivent pas être surestimés. La dynamique à venir du commerce trouvera plutôt des relais dans le commerce entre pays émergents, tandis que la conclusion du cycle de Doha permettra avant tout de consolider l'édifice multilatéral des règles commerciales.

## II | La crise du commerce est-elle terminée ?

Malgré le rebond indéniable du commerce mondial (en prenant une base 100 au début de 2008 en moyenne glissante sur trois mois, le volume du commerce mondial a décliné à 82,7 points en mai 2009 pour ne dépasser le niveau de 100 qu'en octobre 2010, cf. graphique), de nombreuses incertitudes demeurent quant à la nouvelle dynamique du commerce en sortie de crise.

Tout d'abord, la reprise n'a pas affecté tous les pays dans les mêmes proportions. Ensuite, même si le rebond du commerce tient pour partie à des effets de rattrapage, les facteurs de rebond du commerce ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui ont présidé à sa chute, comme le montrent Andrei Levchenko,



Logan Lewis et Linda Tesar (Université du Michigan)<sup>1</sup>. En effet, les questions de crédit n'ayant joué qu'un rôle mineur dans la chute du commerce, qui a touché particulièrement les biens durables et intermédiaires, ce dernier ne saurait bénéficier symétriquement de l'amélioration des conditions financières. De même, il est peu probable que la reprise de la demande de biens d'investissement et plus généralement de biens durables soit aussi marquée que l'a été son effondrement fin 2008.

Pour donner une indication de la durée potentielle des effets de la crise sur le commerce, Abdul Abiad, Prachi Mishra et Petia Topalova (Fonds monétaire international – FMI) analysent la dynamique des importations et des exportations à la suite de 179 épisodes de crise entre 1970 et 2009, en utilisant un modèle de gravité<sup>2</sup>. Ils trouvent une forte chute des importations du pays touché par une crise financière dans l'année qui suit (19 % en moyenne) ; ce déclin est persistant, les importations ne retrouvant le niveau prédit par le modèle de gravité qu'au bout de dix ans. Le caractère global de la crise, comme dans le cas actuel, est un facteur aggravant. En effet, lorsque l'ensemble des pays partenaires est frappé simultanément par une crise financière, le commerce international est affecté plus durablement.

La pérennité du rebond du commerce pourrait sembler menacée par la consolidation des finances publiques engagée par la plupart des pays développés, qui pourrait peser sur leurs importations. Daria Taglioni (Banque mondiale) montre que ce risque est toutefois limité compte tenu de l'autonomisation croissante du commerce entre pays du Sud<sup>3</sup>. Pour ce faire, elle analyse les évolutions passées, la structure et les perspectives du commerce des pays du Sud.

La part des exportations des pays du Sud vers d'autres pays du Sud a ainsi augmenté, le commerce Sud-Sud dépassant le commerce Nord-Sud dès le début des années deux mille. Par ailleurs, les exportations des pays à revenu faible ou moyen sont dynamiques à la fois dans le secteur manufacturier et dans de nombreux secteurs des services, ce qui témoigne d'une certaine diversification.

Au cours des années deux mille, la croissance du commerce des pays du Sud a été soutenue notamment par celle des capacités à exporter (productivité globale des facteurs, offre des facteurs de production, augmentation des importations de biens intermédiaires) et le fractionnement des chaînes de valeur. La réduction des barrières commerciales reste également un déterminant de long terme essentiel pour la dynamique du commerce Sud-Sud, même si l'impact sur la croissance mondiale de la conclusion des accords commerciaux devrait *a priori* être limité (cf. partie 3).

## 2| Les pays développés vont-ils retrouver le chemin de la croissance ?

En se basant sur un cadre unifié de modèles à correction d'erreur, Filippo di Mauro (BCE) tire les enseignements d'un ouvrage collectif disponible sur le site internet de la Banque centrale européenne<sup>4</sup>. Il souligne que l'écart entre le niveau actuel du commerce et son niveau d'équilibre se résorbe lentement dans le monde, mais plus rapidement aux États-Unis pour lesquels les marchés de destination et la spécialisation sectorielle, ainsi que le taux de change, jouent un rôle primordial. Quant aux chaînes de valeur entre entreprises, si elles n'ont pas contribué à des changements structurels des élasticités du commerce, elles ont augmenté la volatilité des échanges.

Suite à la crise du commerce, les déséquilibres mondiaux (déficits records aux États-Unis, excédents en Chine, en Allemagne, au Japon notamment) se sont initialement un peu résorbés avant de s'élargir à nouveau. Robert Dekle (University of Southern California), Jonathan Eaton (Université de Pennsylvanie) et Samuel Kortum (Université de Chicago) ont évalué à titre indicatif l'ampleur de certains ajustements (sur les salaires, les PIB, les absorptions réelles) qu'il faudrait mettre en œuvre pour résorber ces déséquilibres<sup>5</sup>. Les ajustements nécessaires sont d'autant plus limités que les facteurs sont mobiles et l'approvisionnement en

1 Andrei Levchenko, Logan Lewis et Linda Tesar, "The US trade recovery: what goes down must come up?"

2 Abdul Abiad, Prachi Mishra et Petia Topalova, "How does trade evolve in the aftermath of financial crises?". *Les modèles de gravité en commerce international transposent dans le domaine des échanges internationaux le modèle de gravité utilisé en physique. Les « poids » sont souvent représentés par les PIB ou une variable similaire et les distances par celles entre pays, donnant une approximation des coûts de transport.*

3 Daria Taglioni, "Is the pre-crisis model of South export-led growth over?"

4 "Recovery and beyond: lessons for trade adjustment and competitiveness", [http://www.ecb.int/pub/pdf/other/recoveryandbeyond\\_en.pdf](http://www.ecb.int/pub/pdf/other/recoveryandbeyond_en.pdf)

5 Robert Dekle, Jonathan Eaton et Samuel Kortum, "Global rebalancing with gravity: measuring the burden of adjustment"

importations flexible. Les ajustements sur les valeurs nominales peuvent être très significatifs mais sont partiellement amortis par la chute concomitante des prix domestiques, minimisant ainsi la baisse du PIB réel.

Pour résorber les déséquilibres mondiaux, Bernard Hoekman (Banque mondiale) insiste quant à lui sur la contribution des réformes structurelles<sup>6</sup>. Il préconise les mécanismes volontaires insistant sur les programmes de réformes relatives aux services et des accords internationaux qui conduisent à prendre des engagements de réformes. Ces lignes directrices sont cohérentes avec le fait que la résorption des déséquilibres commerciaux n'est pas principalement une question liée au commerce, mais apparaît plutôt comme le pendant des déséquilibres entre l'épargne et l'investissement internes, comme cela a été rappelé au cours de la table ronde finale.

Pour juger des voies que le commerce pourrait emprunter au sortir de la crise actuelle, il est utile de s'inscrire dans une perspective plus large, ce que fait Kevin O'Rourke dans sa lecture historique de la crise. L'effondrement du commerce international a été plus brutal mais le rebond beaucoup plus précoce que dans la crise des années trente. Le surajustement du commerce international dans la crise actuelle s'explique en partie par un effet de composition. En effet, le commerce actuel est plus intensif en biens industriels, particulièrement en biens durables, dont les ventes sont davantage affectées en temps de crise. Le rebond relativement plus rapide par rapport aux années trente s'explique quant à lui notamment par des stabilisateurs automatiques plus importants et une plus grande réactivité de la politique monétaire. Kevin O'Rourke note que, dans les années trente, les politiques protectionnistes n'ont pas causé la crise mais en ont plutôt été une conséquence, du fait d'une rupture du consensus en faveur du libéralisme commercial, notamment de la part des pays du bloc or handicapés par le maintien de politiques monétaires et de changes inappropriées. Il s'interroge sur la solidité du système commercial international face à la montée actuelle de la défiance envers la mondialisation dans les démocraties occidentales, confrontées à la persistance du chômage et la recherche de sécurité des approvisionnements. L'histoire a montré que les

équilibres reposant sur la confiance dans l'ouverture des marchés internationaux sont fragiles.

### 3| La recomposition du commerce en faveur des pays émergents

Concernant le commerce des pays africains, deux faiblesses sont à relever, l'une liée à la crise, l'autre plus ancienne. Nicolas Berman (Institut de hautes études internationales et du développement – IHEID) et Philippe Martin (Sciences Po Paris) montrent que le faible développement du système financier en Afrique a été un facteur aggravant de la chute du commerce pendant la crise<sup>7</sup>. En outre, François Bourguignon insiste sur le fait que les exportations africaines sont encore trop dépendantes des matières premières, ne pouvant reposer sur un secteur industriel suffisamment large. Mais le développement d'un tel secteur suppose un ensemble de réformes, de gouvernance notamment. La mauvaise qualité des infrastructures demeure aussi un obstacle important, limitant les bénéfices possibles d'un meilleur accès aux marchés développés et émergents.

Le recours aux mesures protectionnistes a été limité pendant la crise, comme l'ont montré Alessandro Nicita (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement – CNUCED), Hiau Looi Kee et Cristina Neagu (Banque mondiale)<sup>8</sup>. En effet, seuls certains pays comme la Russie, l'Argentine, la Turquie ou la Chine ont augmenté leurs droits de douane de façon notable sur certains biens importés. En revanche, les États-Unis et l'Union européenne ont recouru principalement à des droits antidumping pour protéger leur industrie. Dans l'ensemble, alors que la hausse des droits de douane et des droits antidumping pourrait avoir contribué à la chute du commerce à hauteur d'environ 43 milliards de dollars, elle explique moins de 2 % de la chute du commerce pendant la crise. Ce caractère contenu du protectionnisme actuel tient probablement, en grande partie, aux règles multilatérales de l'OMC, même si les gains induits par le respect de ces règles ne sont pas aisément quantifiables.

6 Bernard Hoekman, "Structural reform to support rebalancing of global growth"

7 Nicolas Berman et Philippe Martin, "The vulnerability of sub-Saharan Africa to the financial crisis: the case of trade"

8 Hiau Looi Kee, Cristina Neagu et Alessandro Nicita, "Is protectionism on the rise? Assessing national trade policies during the crisis of 2008"

Pour l'avenir, les bénéfices à attendre d'une nouvelle libéralisation du commerce des biens et des services dans le cadre de l'OMC, combinée à des mesures de facilitation du commerce, et d'amélioration des infrastructures portuaires, seraient de l'ordre de 187 milliards de dollars à moyen terme, selon un chiffrage effectué par Yvan Decreux (International Trade Center) et Lionel Fontagné (PSE)<sup>9</sup>. La facilitation des échanges représente la moitié des

gains à attendre de ce cycle de Doha. Concernant les pays en développement, l'érosion des préférences commerciales dont ils bénéficient actuellement pourra entraîner des pertes, qui ne pourront être compensées précisément que par un programme ambitieux de facilitation des échanges. Ce chiffrage justifie l'importance donnée au dossier de la facilitation par les négociateurs dans la perspective de la prochaine réunion ministérielle.

---

9 Yvan Decreux et Lionel Fontagné, "Economic impact of potential outcome of the DDA"